

ble ami, mais comme c'est le dossier expliquant sa victoire, je crois préférable de l'avoir plus ou moins au complet dans le hansard, afin qu'on puisse s'y référer au cours de la session.

Voici maintenant l'engagement exprès touchant l'agriculture au nom de son parti, mon honorable ami s'est engagé à encourager et étendre l'agriculture, encourager et étendre l'industrie du bétail, encourager et étendre l'industrie laitière, et à protéger la Coopérative du blé. Voyons ce que les agriculteurs canadiens ont droit d'attendre de mon honorable ami. J'extrait ceci du texte officiel du discours prononcé par le premier ministre à Winnipeg :

Nous nous engageons à encourager et à développer l'agriculture, l'industrie du bétail et l'industrie laitière, si négligées actuellement.

Le compte rendu ajoute :

Après avoir insisté sur les misères économiques de l'Ouest canadien et montré que les Prairies ne pouvaient disposer de leurs "blé, denrées alimentaires, bétail et produits laitiers" et que cet état de choses amène l'abandon des fermes, M. Bennett dit que cela est l'œuvre du mauvais gouvernement régnant à Ottawa.

"Et que fait", ajoute-t-il, "le gouvernement actuel pour vous aider? Vous trouve-t-il une clientèle? Affecte-t-il une partie des revenus du pays à l'expansion des marchés étrangers? Songe-t-il par exemple à voir ce qu'il y a à corriger du côté de l'Orient où les Etats-Unis vendent beaucoup plus que vous, alors que vos produits sont aussi bons ou meilleurs que les leurs? Des difficultés se présentent sur le marché de la Grande-Bretagne: parle-t-il d'arranger les choses? Se dit-il que la Russie et l'Argentine vous faisant concurrence il faut recourir à une convention juste pour la Grande-Bretagne et pour elles, en même temps qu'avantageuse pour vous et de nature à accroître la vente de vos produits en Angleterre? Consultez les propositions tarifaires de M. King et répondez-moi. Vous dit-il: "vos frais de transport sont lourds, nous allons les alléger en étendant notre commerce?" S'intéresse-t-il à cela afin que vos produits parviennent aux grands marchés mondiaux, marchés incessamment disponibles de l'Orient et ailleurs? Non point. Ah! quelle occasion s'est présentée et se présente encore pour une direction résolue et ingénieuse! Cette occasion, le parti conservateur la saisira.

Ecoutez, cultivateurs de l'Ouest, et de toutes les parties du Canada: vous avez été entraînés à vous moquer du tarif douanier et à prôner le libre-échange. Eh bien, dites-moi: quand le libre échange vous a-t-il valu quelque chose; oui quand le libre échange vous a-t-il apporté quelque chose? Vous dites que les droits de douane ne servent qu'aux industriels. Je les mettrai à votre service; je les utiliserai pour forcer les marchés qui vous ont été fermés.

Reconnaissant que l'écoulement de nos produits naturels est un élément primordial de notre bien-être national, je m'engage à ce que l'administration du pays, coopérant avec les organisations financières privées, établisse d'une façon permanente des organisations efficaces pour l'écoulement de nos produits dans les pays étrangers. Grâce à ces remaniements et à ces améliorations que vous avez le droit d'exi-

ger, grâce aussi à l'utilisation totale de nos moyens de transport, vous aurez des débouchés plus considérables, et cela pour toujours. Vous avez appris à souffrir et vous avez été patient. Finissons-en. Prenez courage.

A Régina, le 10 juin, voici ce qu'il disait, d'après le *Regina Star* du lendemain :

Vous devez savoir que l'une des raisons pour lesquelles nous ne vendons pas de blé à l'Angleterre est que d'autres pays lui en vendent. Une autre raison provient aussi de la nature des conditions commerciales existant entre l'Angleterre et la république Argentine, et peut-être la Russie. Nous devons envisager ce problème du point de vue canadien et non pas du point de vue des pays étrangers.

Le 13 juin, à Calgary, il disait, d'après le *Calgary Herald* du même jour :

Selon moi, notre industrie fondamentale est l'agriculture. C'est elle que a fait la prospérité du pays. Le succès du producteur de blé est celui du peuple lui-même.

Puis il y a le problème très important de la vente du blé. Voilà une chose qui me semble devoir commander l'attention du Gouvernement.

La France, l'Allemagne et l'Italie ont relevé leurs tarifs contre le blé canadien. Nous allons promener nos regards vers l'horizon lointain et faire en sorte que l'agriculteur canadien trouve des débouchés. C'est une question qu'il faudra régler. J'ai dit à mes auditeurs à Winnipeg et je vous répète ici que je ne laisserai pas se prolonger la situation actuelle.

Il a dit aussi à Calgary :

Nous sommes loin de la mer. Comment allons-nous l'atteindre? Comment allons-nous faire pour lutter contre les autres pays qui sont plus près de la mer et pour envoyer nos produits sur les marchés du monde? Nous avons beaucoup à faire, énormément à faire; il nous faut améliorer nos ports; nous devons favoriser la distribution de nos produits et aider aux efforts coopératifs que fait notre population pour écouler nos produits à l'étranger. Il faut que cela se fasse, et je me propose de l'accomplir. Voilà ma réponse. C'est ce que je me propose de faire.

A Victoria, le 17 juin, il disait, d'après le rapport du *Victoria Colonist* du même jour :

Il nous faut trouver des débouchés. Je l'ai dit l'autre soir: nous allons nous frayer un chemin vers les marchés étrangers pour vendre dans tout l'univers ce que nous avons à exporter.

Il disait encore à Vancouver, le 18 juin,—et je cite le *Vancouver Province* du même jour— :

Si M. Mackenzie King pense que je ne réussirai pas à organiser notre vie agricole et industrielle de façon à nous permettre de vendre nos produits sur les marchés de l'univers, il se trompe, car c'est ce que je vais faire. S'il pense que je n'établirai pas de nouveaux marchés pour ces produits et que je ne travaillerai pas de toutes mes forces pour diriger nos produits vers de nouveaux marchés ou vers les anciens marchés ou encore vers des marchés récalcitrants, il se trompe, car c'est ce que je vais faire.